

07/10/2024 - #Renault , #Opel , #Peugeot , #Stellantis

Pour les distributeurs européens de Stellantis, "les objectifs de CO2 pour 2025 sont irréalisables"

Par **Xavier Champagne**
Chef de rubrique

Vous êtes abonné

Offrir cet article



Les quatre groupements de marque de Stellantis ont exprimé d'une seule voix leur opposition à la prise de position "optimiste" de Carlos Tavares sur les objectifs de CO2 en 2025.

Les représentants européens des distributeurs de Stellantis sont en désaccord avec leur constructeur sur l'atteinte des objectifs de CO2 en 2025. Ils l'ont fait savoir dans une lettre adressée à la présidente de la Commission européenne à qui ils demandent d'envisager des changements réglementaires.

Décidément, les distributeurs Stellantis ne sont pas sur la même longueur d'onde que Carlos Tavares, le patron du groupe.

En septembre dernier, le groupement des distributeurs Stellantis aux Etats-Unis lui reprochait **dans une lettre ouverte** des décisions "*imprudentes prises à court terme*" qui ont mis son réseau dans un état "*anémique*".

Et vendredi dernier, ce sont cette fois les présidents des quatre groupements de marques (Peugeot, Citroën-DS, Opel et FCA) qui ont exprimé publiquement leur désaccord avec Carlos Tavares.

En effet, dans une lettre ouverte adressée à la présidente de la Commission Européenne, **Ursula von der Leyen**, il lui demande "d'envisager des changements législatifs qui faciliteraient une transition plus progressive vers les objectifs de CO2 de 2035" car, expliquent-ils, "nous sommes convaincus que les objectifs de réduction des émissions de CO2 fixés pour 2025 sont irréalisables dans les conditions actuelles du marché. Cela nous place dans une position contraire à celle du constructeur que nous représentons, qui reste optimiste quant à l'atteinte des objectifs"

Carlos Tavares s'est en effet exprimé en faveur d'un maintien des objectifs fixés par l'Union européenne pour 2025 (qui imposera d'immatriculer en moyenne une voiture électrique pour quatre thermiques), déclarant encore récemment : "tout le monde connaît les règles depuis longtemps, tout le monde a eu le temps de se préparer, et donc maintenant on fait la course".

Cette position stricte l'oppose à la grande majorité des constructeurs réunis au sein de l'ACEA, l'association présidée par **Luca de Meo**, le DG de Renault.

Dans leur lettre, les présidents de groupements expliquent : "En tant que points de contact quotidiens avec les consommateurs, nous constatons que les clients sont de plus en plus réticents à acheter des véhicules électriques" soulignant que leurs ventes en Europe "se sont effondrées de 43,9% en septembre dernier". En cause, les prix encore trop élevés et l'infrastructure de charge insuffisante, estiment-ils.

"Si le cadre actuel reste inchangé, les fabricants vont risquer de lourdes pénalités financières qui vont les conduire inévitablement à réduire leurs volumes de production au sein de l'UE. Ce scénario créerait une situation économique insoutenable pour l'ensemble du secteur, menaçant les emplois et les entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement", analysent-ils.

Ils ajoutent que "le système actuel de mesure des émissions de CO2 en sortie d'échappement semble incompatible avec les objectifs plus larges de la décarbonisation. Selon nous, une approche holistique, prenant en compte l'ensemble du cycle de vie du véhicule serait plus efficace pour parvenir à des réductions significatives de CO2".

Actualité suivante : La surtaxe des véhicules électriques chinois est d'abord une victoire contre l'Allemagne

